Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

52 | 2016

Chrononymes. Dénommer le siècle

Jean-Lucien SANCHEZ, *À perpétuité. Relégués au bagne de Guyane*

Paris, Vendémiaire, 2013

Laurence Guignard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/5037>

DOI : 10.4000/rh19.5037

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2016

Pagination : 218-220

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Laurence Guignard, « Jean-Lucien SANCHEZ, *À perpétuité. Relégués au bagne de Guyane* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 52 | 2016, mis en ligne le 01 juin 2016, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/5037> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.5037>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

Tous droits réservés

Jean-Lucien SANCHEZ, *À perpétuité. Relégués au bagne de Guyane*

Paris, Vendémiaire, 2013

Laurence Guignard

RÉFÉRENCE

Jean-Lucien SANCHEZ, *À perpétuité. Relégués au bagne de Guyane*, Paris, Vendémiaire, 2013, 380 p., 19 euros.

- 1 Si la célèbre loi du 12 mai 1885 sur la relégation des récidivistes est fréquemment citée comme marquant l'histoire pénale des débuts de la III^e République, on connaît bien moins le destin des 22 000 condamnés à la relégation dont la majorité, 17 375 hommes et 519 femmes, furent envoyés en Guyane de 1887 à 1953. C'est l'objet de l'ouvrage de Jean-Lucien Sanchez, issu de sa thèse de doctorat, que d'éclairer cet aspect mal connu de l'histoire des peines et des lieux de répression.
- 2 La loi de 1885 est emblématique de la pénétration de la doctrine de la défense sociale dans le système pénal au cours des années 1880. Elle introduit ainsi dans le corpus juridique français une mesure de sûreté avant la lettre, appliquant aux récidivistes une peine dite accessoire déterminée en fonction, non pas d'une qualification criminelle, mais d'un *quantum* de peine dans le casier judiciaire : deux condamnations aux peines les plus graves (travaux forcés au bagne ou réclusion), mais aussi des condamnations multiples pour des délits moins importants comme le vol, escroquerie, vagabondage, mendicité, qui seront *de facto* les plus nombreux. Dans 80 % des cas, c'est à l'issue d'une peine correctionnelle de moins de cinq ans d'enfermement que les condamnés se voient frappés, au titre de la protection de la société, d'un éloignement perpétuel qui outrepassa le principe fondamental de proportionnalité de la peine par rapport au crime. Cette innovation renvoie aux conceptions de la criminologie naissante (anthropologie criminelle italienne et la version française du docteur Lacassagne) qui propose l'élimination d'hypothétiques « criminels nés » ou asociaux irrécupérables

supposés menacer le corps social. Au début de la III^e République, cette volonté d'élimination des « incorrigibles » croise le projet colonial contemporain et impose l'installation en Guyane de tout un ensemble pénitentiaire qui ne disparaît qu'en 1953, avec le rapatriement des 36 derniers relégués.

- 3 La relégation n'a, en droit, rien à voir avec la déportation, condamnation politique, ni avec la peine des travaux forcés qui concerne la criminalité la plus grave jugée aux assises et effectuée, depuis la loi de 1854, dans des bagnes coloniaux. Celles-ci ont jusqu'ici concentré la recherche historique. C'est cependant un apport majeur du livre de Jean-Lucien Sanchez de montrer que le traitement des délinquants récidivistes en adopte, et même en durcit, les formes les plus sinistres. Croisant éloignement en terre lointaine, répression et colonisation, la relégation apparaît ainsi, à côté de Biribi qui acquiert au même moment sa forme définitive¹, comme l'une des manifestations les plus extrêmes de l'application d'un pouvoir disciplinaire en territoire colonial, fortement marqué par la violence et l'arbitraire. Fondé sur des dépouillements importants d'archives, l'ouvrage s'intéresse à la réalité matérielle de cette répression, suivant treize chapitres chrono-thématiques qui laissent une grande place au récit. Les documents largement cités, de même que le cahier photographique, s'avèrent passionnants, notamment les correspondances des détenus, échanges avec les familles ou demandes de grâce, qui permettent de plonger dans une relégation vécue. Les contraintes éditoriales ont manifestement imposé des coupes en terme d'appareil critique : on peut regretter notamment la rareté des notes de bas de page et le caractère lacunaire des tableaux statistiques qui ne permet pas d'analyse d'ensemble.
- 4 L'ouvrage retrace le transfert des condamnés — des hommes dans l'immense majorité des cas, auteurs de petits délits, natifs du Bassin parisien principalement, mais aussi dans près de 14 % des cas d'Afrique du Nord — de la maison centrale à Saint-Martin de Ré à Saint-Laurent-du-Maroni. Il décrit les différentes implantations du pénitencier, loin de Cayenne et à l'écart des transportés, cantonnées dans les territoires les plus éloignés et les plus insalubres de la zone. Le livre évoque, sans surprise, la grande précarité physique et morale de la population des relégués : la sous-nutrition, les maladies (paludisme, dysenterie, fièvre jaune, lèpre - les lépreux sont envoyés et littéralement abandonnés sur l'îlot Saint-Louis, au large de Saint-Jean), et la mortalité particulièrement forte, notamment pendant la Première et surtout la Seconde Guerre mondiale pour laquelle l'auteur évoque une véritable « hécatombe » qui voit disparaître 80 % des relégués. Il évoque les menus trafics que rend nécessaire la situation de dénuement, les déficiences de l'encadrement tant au point de vue du nombre que de la qualification, les activités, la société des relégués pour qui le seul accès à la culture est le théâtre et la fanfare : un quotidien du bagne.
- 5 Ce sont surtout néanmoins les déficiences de l'administration et la situation de blocage du système dont les principes se voient rapidement dévoyés qui retiennent l'attention de l'auteur. La visée colonisatrice de la loi prévoyait initialement deux régimes de relégation : le régime collectif d'une part, fondé sur l'internement et le travail au service de l'administration dans des conditions qui s'avèrent proches du travail forcé des transportés à perpétuité, et d'autre part le régime individuel qui autorise l'installation indépendante sous forme d'engagement ou de concession, pour une mise en valeur agricole de la Guyane. Jean-Lucien Sanchez montre qu'une série de blocages réduisent drastiquement cette seconde catégorie : cautionnement, surveillance de la moralité, possibilités réduites de concession ou d'emploi limitent considérablement les

possibilités d'accès à l'autonomie (2 % des relégués en 1899). De même, l'administration répugne globalement à voir les libérés s'installer en Guyane et fonder famille, d'autant que la relégation des femmes est abolie en 1907. Dans les années 1930, c'est plutôt le rapatriement des relégués relevés de leur peine qui est envisagé : « le mirage australien a vécu », écrit l'auteur.

- 6 On conçoit que la progressive assimilation de la relégation aux travaux forcés produise sur les condamnés un profond sentiment d'amertume et provoque des formes diverses de résistance ou d'évasion. L'auteur met en lumière la mécanique rodée du durcissement disciplinaire, d'autant plus implacable que l'autorité administrative se concentre dans la personne d'un directeur pénitentiaire tout puissant. Jusqu'à sa disparition en 1938, celui-ci paraît échapper à toute forme de contrôle, en particulier à l'autorité statutaire du gouverneur de Guyane. Le directeur crée ainsi, hors de toute légalité, une corvée disciplinaire mettant les relégués au service de la déforestation et de la construction du chemin de fer Saint-Louis/Saint-Jean. Face à la recrudescence des évasions (le taux annuel est fréquemment supérieur à 30 %), il crée en 1897 une catégorie inédite de détenus : les « coutumiers d'évasion » soumis aux corvées punitives. C'est ainsi que se créent les « camps forestiers » — dans le langage du bagne, des annexes disciplinaires destinées à mater les récalcitrants —, dont l'inspection pénitentiaire demande à plusieurs reprises la fermeture.
- 7 Entre les deux guerres, l'immense succès du reportage d'Albert Londres sur le bagne — 27 articles publiés dans le *Petit Parisien* en 1923-24 — qui pointe les défaillances de l'administration et désigne spécialement l'administration pénitentiaire, ouvre un débat public. C'est finalement à la Libération, dans un contexte colonial neuf et sous l'influence de la découverte de camps de concentration, que le lieutenant-colonel Sainz est nommé (en mai 1944) pour procéder « à la liquidation de cette erreur qu'a été la colonisation par le bagne » (p. 318). L'ouvrage de Jean-Lucien Sanchez éclaire utilement ce pan de la répression en espace colonial.

NOTES

1. Dominique Kalifa, *Biribi. Les bagnes coloniaux de l'armée française*, Paris, Perrin, 2009.